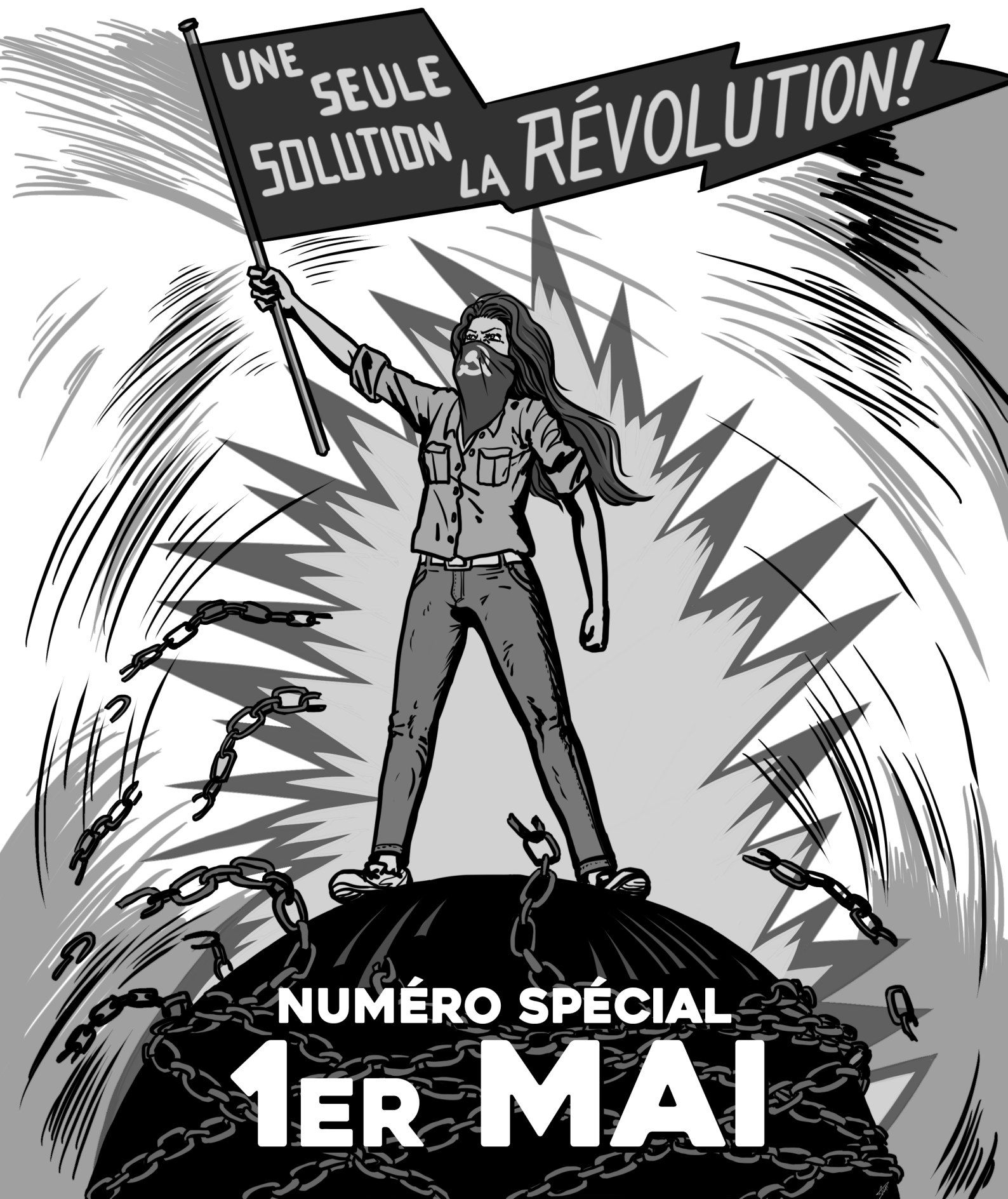


la cause du peuple

le journal des luttes du peuple



NUMÉRO SPÉCIAL
1ER MAI

L'éditorial

Dans l'État Français, la crise du covid-19 a complètement bouleversé le quotidien. Pour la première fois depuis très longtemps, le 1er mai ne sera pas célébré par des manifestations ouvrières, et ce dans une immense partie du monde.

Voilà pourquoi nous sortons ce numéro « spécial 1er mai ». Nous pensons que la date du 1er mai doit être célébrée. Le samedi 1er mai 1886, à Chicago, a lieu une immense grève ouvrière de plus de 400 000 personnes pour la journée de huit heures, lancée par les syndicats, influencés à l'époque par l'anarchisme. Des leaders anarchistes sont assassinés par la justice américaine. La date devient une date commémorative : elle célèbre l'assassinat d'ouvriers, morts pour la cause, morts pour la dignité ouvrière, morts pour la journée de huit heures.

Bien sûr, c'est devenu différent : le 1er mai est devenu une date pacifique, où les grands syndicats réformistes se rassemblent, se comptent, comme si c'était un vote, et revendiquent le nombre de participants, alors que l'important, c'est la

combattivité de la classe ouvrière.

Comme nous le verrons dans les pages qui suivent, la lutte des classes ne s'arrête pas avec l'épidémie. Elle se manifeste dans les entreprises, avec des arrêts de travail, des luttes, de la répression ; elle se manifeste

sistance, la lutte et la solidarité populaire. Dans les boîtes, il faut s'organiser, faire grève, construire les comités de lutte, le sabotage, la violence populaire pour gagner. Hors des boîtes, il faut organiser la jeunesse combative, comme contre les abus des flics.



C'est en ce sens que nous distribuons La Cause du Peuple dans nos immeubles, dans nos boîtes, dans nos quartiers, ce 1er mai et les jours qui suivent : organiser un Front Uni Révolutionnaire, pour organiser la solidarité du peuple face à la crise qui vient, face au capitalisme, pour renverser ce système pourri jusqu'à la moëlle.

Exploités, opprimés, nous ne voulons plus subir. À la suite de la crise, les bourgeois devront régler des comptes !

aussi dans les quartiers avec la violente réaction des prolétaires contre la violence des flics et du système bourgeois.

- Le comité de rédaction de la Cause du Peuple

Ce n'est pas grave de ne pas se rassembler en masse. Ce n'est pas grave de ne pas défiler pacifiquement, encadrés par les CRS et les services d'ordre syndicaux. Ce qui est important, c'est d'organiser la

Sommaire

★ Amazon : la direction lock-out les entrepôts contre la décision de justice et la lutte des ouvriers (p.3)

★ L'épidémie est loin d'être terminée, mais le patronat veut remettre tout le monde au boulot ! (p.4)

★ Arrêts maladie : le gouvernement a menti ! (p.5)

★ Violences policières : l'État, la bavure de Villeneuve-la-Garenne et la révolte populaire (p.5-6-7)

★ L'Homme, les animaux, les épidémies (p.7-8)



Amazon : la direction lock-out les entrepôts contre la décision de justice et la lutte des ouvriers

Le lundi 13 avril, le tribunal judiciaire de Nanterre a ordonné à Amazon de restreindre son activité sur le territoire de l'État français aux seuls produits essentiels. Le tribunal avait été saisi par le syndicat Sud qui souhaitait une fermeture totale de tous les sites de l'entreprise. Le mercredi 15 avril, Amazon a annoncé la fermeture pour cinq jours minimum de ses six sites situés sur le territoire de l'État français afin, selon la direction de l'entreprise « d'évaluer les risques sanitaires pour ses salariés ». Plusieurs semaines de lutte entre direction et salariés



Plusieurs semaines de lutte entre direction et salariés

La situation actuelle fait suite à plusieurs semaines de lutte entre les salariés des entrepôts d'Amazon et la direction de la branche française du géant états-unien de la livraison. En effet, si l'entreprise affirme qu'elle protège bien ses salariés contre le coronavirus, ces derniers ne sont pas de cet avis. Contacté par La Cause du Peuple, Léo (le prénom a été modifié), qui a travaillé en intérim dans l'entrepôt Amazon d'Aubervilliers nous a confirmé qu'avant la fermeture temporaire des sites de l'entreprise, rien n'était fait par la direction d'Amazon pour limiter la propagation du virus : « il n'y avait pas de savon dans la plupart des toilettes et les gants distribués en trop petite quantité n'étaient même pas portés par tout le monde, rien n'était fait pour assurer les distances de sécurité. D'une manière générale le travail consiste à toucher pendant plusieurs heures des cartons venant de tous les endroits possibles et bien entendu sans aucune hygiène. Travailler n'y était absolument pas sûr et cela ne trompait même pas les cadres puisque peu de temps après le début du confinement ils ont engagé des intérimaires juste pour faire respecter les distances de sécurité, bien sûr uniquement pour faire bonne fi-

gure, car cela ne faisait que mettre encore plus de personnes en danger ».

Face à cette situation, les salariés d'Amazon ne se sont pas laissés faire et ont donc protesté face au manque de protection. Interrogé par La Cause du Peuple sur la nature de ces protestations, voilà la réponse de Léo : « Il y a eu des protestations très importantes dès les premiers jours, notamment une moquerie générale du caractère soi-disant essentiel des produits que nous trions. Les droits de retrait ont été invoqués assez rapidement, puis l'action syndicale a pris la suite avec la CGT et SUD. C'est entièrement du fait de ce mouvement et des alertes lancées par les syndicats, et non suite la décision judiciaire, qu'Amazon a décidé de fermer ! ».

Selon Amazon, tout est de la faute des syndicalistes !

Sur Twitter, Amazon a réagi et annoncé faire appel de la décision. Dans une série de tweets accusateurs, l'entreprise s'en est surtout prise aux syndicalistes en sous-entendant que ces derniers seraient les responsables des conséquences économiques induites par la fermeture des entrepôts Amazon et les restrictions d'activité de l'entreprise. Vous refusez

de travailler dans des conditions qui mettent en danger votre santé ? Eh bien vous serez considéré comme responsable de la crise économique, voilà la logique de la direction d'Amazon.

Au delà des traditionnels poncifs anti syndicalisme, cette série de tweets d'Amazon illustre bien une réalité du capitalisme monopoliste : les petites entreprises sont dépendantes des grandes et les multinationales ont tellement de pouvoir, tellement de puissance, qu'une simple restriction de leur activité a un impact énorme sur tout le fonctionnement de l'économie. Ainsi, en parlant des conséquences de la mise à l'arrêt de ses activités sur les TPE et PME, Amazon démontre clairement que dans le système capitaliste-impérialiste contemporain, la libre concurrence n'existe pas, les grandes entreprises écrasent les petites, et cet état de fait est une réalité universelle aux quatre coins du globe. Ainsi, comme nous le dit Léo, la décision d'Amazon de mettre à l'arrêt les entrepôts plutôt que de restreindre l'activité comme demandé par la justice relève de calculs cyniques : « c'est Amazon qui a décidé de tout fermer plutôt que de se cantonner à l'essentiel, cela permet de faire pression sur les intérimaires et les salariés et d'accuser les syndicats. »

L'épidémie est loin d'être terminée, mais le patronat veut remettre tout le monde au boulot !



“On doit absolument reprendre l'activité économique.” C'est en ces termes que Fabrice Le Saché, vice Président du MEDEF, principale organisation patronale, s'est exprimé ce dimanche 12 avril sur BFMTV. Le message est clair : pour le patronat, le travail doit reprendre au plus vite, peu importe les conséquences sanitaires.

En l'absence de mesures interdisant purement et simplement les activités non essentielles, plusieurs usines ont d'ores et déjà relancé la production, c'est le cas notamment de l'usine Michelin à Clermont-Ferrand. Alors que le trafic routier est quasi nul depuis le début du confinement, il semblerait que pour le patron de Michelin ainsi que les actionnaires de l'entreprise, produire des pneus soit une activité vitale.

Du côté de PSA (Peugeot-Citroën), la relance de la production est également envisagée pour les jours à venir. Summum du ridicule, l'entreprise Interflora, leadeuse du marché de la livraison de fleurs a décidé de relancer son activité... Comme si en période de confinement, se faire livrer des fleurs – et donc risquer de transmettre le virus au livreur – était quelque chose d'indispensable.

Cette relance de la production voulue par le patronat est une pure folie, mais elle illustre bien la mentalité de la bourgeoisie qui place le profit avant la santé de la population. Après tout, ce sont les ouvriers de ces usines qui vont attraper le virus, et non les cadres supérieurs de ces multinationales, qui peuvent faire du télé-travail depuis leurs appartements.

Sur les plateaux téléés et dans les journaux bourgeois, la propagande en faveur d'une reprise de l'activité est également bel et bien là. Le journal Les Echos affirmait déjà il y a quelques jours que la France devait sortir du confinement. Désormais, ce débat est omniprésent, et le mot d'ordre de la bourgeoisie semble être “cela a assez duré”, comme si le confinement n'était acceptable que quelques semaines. Face à ce mot d'ordre de la bourgeoisie, nous devons opposer un “tant qu'il le faudra”. En effet, le confinement doit être appliqué aussi longtemps que nécessaire pour protéger notre santé. Nous ne pouvons pas tolérer que pour protéger les profits des actionnaires, les entreprises fassent leur infâme lobbying en faveur d'une reprise de l'activité économique qui mettrait en danger des millions de personnes.

Le MEDEF, de son côté, répète et le

martèle : il faudra travailler plus. Les ouvriers devront travailler plus. Les prolétaires devront passer plus d'heures à se casser le dos à l'usine, sur les chantiers, dans les entrepôts... Il faudra travailler plus, encore plus, toujours plus. Pour cela, Geoffroy Roux de Bézieux, Président du MEDEF, propose de nous supprimer des jours fériés, des jours de congés payés et d'augmenter notre temps de travail hebdomadaire. Vous l'avez compris : vous n'êtes pas responsable de cette crise sanitaire et économique, vous en avez payé le prix en voyant vos proches tomber malade, ou en tombant malade vous même, vous avez passé des semaines à galérer financièrement car le chômage partiel est bien inférieur à votre revenu habituel, et une fois le confinement terminé, ce sera à vous de payer les conséquences de cette terrible pandémie, causée en grande partie par l'incompétence et la cupidité des capitalistes.

Alors que le confinement creuse des inégalités sociales déjà très importantes, la vraie question semble être : jusqu'à quand allons nous accepter cela ? Les services de renseignement craignent un embrasement une fois le confinement terminé, et celui-ci serait plus que légitime.

Arrêts maladie : le gouvernement a menti !

Lorsqu'ont été mises en place les mesures de quarantaine, le gouvernement a promis de faire passer "dans les prochains jours" un décret assurant, pour les arrêts maladies, et en particulier ceux mis en place pour les personnes fragiles ou gardant les enfants, un maintien du salaire.

Or, il s'avère que ce décret... n'a jamais été mis en place. L'assurance maladie ne couvre que 50% du salaire, et c'est l'em-

ployeur qui complète. Et ce, en fonction de la convention collective.

Selon l'Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA), on pourrait compter, pour de très nombreux salariés, une baisse de revenu de 33% à partir d'un mois de confinement. Même si le décret est pris, il ne sera pas rétroactif. Et ce alors que des mesures partielles de confinement, comme la fermeture des écoles et le maintien à domicile de per-

sonnes fragiles, pourrait durer des mois. Le gouvernement va aussi faire payer le déficit de la sécurité sociale à notre classe.

Il est évident que le gouvernement a annoncé de nombreuses mesures pour calmer les esprits, sans le moins du monde avoir l'intention de le faire. Le gouvernement est ainsi revenu sur de nombreuses promesses, comme par exemple le maintien à 100% du chômage partiel pour les salariés au dessus du SMIC.

Violences policières : l'État, la bavure de Villeneuve-la-Garenne et la révolte populaire

Le 11 avril, à Bruxelles en Belgique, dans un quartier populaire, une partie de la population affronte la police. Ce dimanche, des échauffourées et des tensions apparaissent à Villeneuve-la-Garenne. Deux pays, deux quartiers : un même mensonge policier, une même injustice. A Villeneuve-la-Garenne, un jeune roule à moto, sans casque. Il n'est pas contrôlé normalement : les policiers, selon les témoins, décident de le poursuivre. Ils se mettent à sa hauteur et le percutent avec la porte du véhicule. Le jeune homme fait un vol plané, et se retrouve, selon les témoins, avec la jambe complètement déchirée (les vidéos sont très violentes). Le jeune homme s'en sort avec plusieurs fractures ouvertes.

A Anderlecht, un jeune homme de 19 ans est tué dans le même type d'intervention policière brutale, injustifiée et purement raciste : un jeune homme arabe ou noir à moto, dans un quartier, au yeux des policiers, c'est forcément une « racaille » dont la vie n'a aucune valeur.

Les journaux bourgeois parlent déjà d'une simple erreur, comme si les fonctionnaires avaient été « forcés » d'utiliser la force ; ils justifient la jambe arrachée et la violence par le simple nom du quartier. A Anderlecht, pourtant, Les journalistes Douglas De Coninck

et De Morgen ont reconstitué la scène : les flics ont volontairement percuté le jeune homme, les témoins utilisés par la police ont subi des pressions – et finalement se rétractent ; la voiture de police n'était pas identifiée.

On sait que la version policière et médiatique est fausse.

Elle est toujours fausse : avant hier, un policier tire sur un homme et met le tout en scène sur Snapchat ; les médias tentent quand même de le couvrir ! A Anderlecht, comme à Villeneuve-la-Garenne, les policiers violents sont couverts, blanchis par les hiérarchies, les familles et les proches sont baladés de pseudo-enquêtes en pseudo-procès qui ne mèneront à rien. Le lendemain des faits, on sait déjà comment tout va se passer.

Suite à cet énième exemple de violences policières, samedi 18 avril, des révoltes anti-flics ont éclaté dans la nuit du dimanche au lundi, et du lundi au mardi.

L'AFP rapporte des tirs de mortier à Villeneuve-la-Garenne, ainsi que des révoltes spontanées dans plusieurs villes de la banlieue parisienne. D'autres banlieues, par exemple proches de Lyon et Strasbourg, ont vu des mouvements similaires. Le 22 avril, suite au tabassage violent d'un homme, de nouvelles

révoltes éclatent à Limoges, ciblant une annexe de la mairie.

Ces révoltes rappellent celles qui ont suivi la mort d'Aboubakar Fofana à Nantes en 2018, la mutilation de Théo en 2017 à Aulnay, le meurtre d'Adama Traoré par les gendarmes à Persan, ou encore l'attaque du commissariat du 19ème arrondissement de Paris après le décès de Shaoyao Liu.

Sur Twitter, où de nombreuses vidéos ont circulé, un #MortAuxPorcs est apparu et est rapidement devenu une des premières tendances du pays. Il reprend la phrase censurée du clip "Fuck le 17" du groupe 13 Block.

En réalité, les violences policières ne sont pas des « bavures », elles sont le fonctionnement normal de l'institution policière.

Lorsqu'on passe sa main sur une phrase après avoir écrit au stylo plume, ça bave. Ça, c'est une bavure, c'est à dire un fonctionnement anormal du stylo qui produit des effets non recherchés. Les violences policières ne sont pas des effets non recherchés par l'institution policière, elles ne sont pas des bavures, c'est même tout le contraire.

Dans le cadre de l'État capitaliste, la po-



lice et l'armée font partie des rares institutions à pouvoir user légalement de la violence physique. Ainsi, cette violence physique fait partie intégrante de leur fonction.

L'État a pour rôle fondamental de représenter et défendre les intérêts de la bourgeoisie

Dans un ouvrage intitulé « *Critique de la Philosophie du droit de Hegel* » rédigé en 1843, Karl Marx défend l'idée selon laquelle l'apparition et le développement de l'État sont le résultat de l'évolution des structures socio-économiques (appelées infrastructures par Marx). Ainsi, contrairement à ce que pensait Hegel, Karl Marx révèle dans cet ouvrage la nature profonde de l'État qui, loin de représenter un idéal, représente en réalité les intérêts de la classe dominante.

Ainsi, après une étude scientifique des sociétés capitalistes du 19ème siècle, Karl Marx propose un renversement total de la pensée philosophique alors majoritaire. Selon Marx, ce sont les infrastructures (rapports de production, économie, forces productives) qui sont premières et qui déterminent les superstructures (institutions politiques, lois, idéologies etc). Avec cette analyse, Karl Marx pose les bases théoriques nécessaires à la compréhension du fonctionnement des États capitalistes, et nécessaires à la compréhension du fonctionnement des institutions de ces États.

Si l'État est le représentant des intérêts

de la classe dominante – la bourgeoisie – alors la police, en tant qu'institution de l'État, a pour rôle fondamental la défense des intérêts de la classe capitaliste.

“Si l'État est le représentant des intérêts de la classe dominante – la bourgeoisie – alors la police, en tant qu'institution de l'État, a pour rôle fondamental la défense des intérêts de la classe capitaliste.”

Seulement, aujourd'hui, chez les marxistes – ou du moins chez les personnes se considérant comme telles – ce fait est largement nié, sous l'influence du révisionnisme, dont l'élément principal est le fait de vider le marxisme de sa substance révolutionnaire. Le Parti Communiste Français, par exemple, principale organisation révisionniste au sein de l'État français, considère la police comme un « service public » et, dans une vision totalement dogmatique et anti-marxiste des services publics, considère ainsi ceux-ci comme des éléments en dehors du système capitaliste.

Cette analyse, qui pousse certains cadres de ce parti à demander plus de moyens pour que les policiers puissent réprimer « les casseurs », est évidemment erronée. Dans une société capitaliste, rien ne se situe en dehors des logiques capitalistes, et si une institution, comme la police par exemple, n'a pas pour vocation de faire des bénéfices, cela ne signifie pas pour autant que cette institution ne remplit pas un rôle qui, de manière plus ou moins directe, sert les intérêts de la bourgeoisie.

Pour la police, cela est évident : elle est le bras armé de la bourgeoisie. Elle est le rempart physique entre la légitime colère des masses populaires et les personnes à l'encontre de qui s'exprime cette colère. Elle est l'institution en charge de faire appliquer sur le terrain les lois de l'État bourgeois.

Le mouvement des gilets jaunes, au cours duquel la violence de la police s'est déchaînée de manière inouïe, a bien montré cela : face à des masses populaires déterminées à lutter contre les conséquences désastreuses de l'exploitation capitaliste, il faut une force armée capable de contenir cette colère, de faire en sorte que jamais des milliers de manifestants entrent dans l'assemblée nationale ou dans l'Élysée avec la volonté ferme de demander des comptes aux représentants de l'État bourgeois. En éborgnant, en arrachant des mains, en tirant au LBD, en matraquant, la police a parfaitement rempli ce rôle et, en décembre 2018, au plus fort du mouvement, elle a permis d'empêcher la révolte de tourner à l'insurrection.

Une violence qui ne s'exprime pas que dans les manifestations

Mais la violence de la police ne s'exprime pas que dans les manifestations. Elle s'exprime également au quotidien dans toutes les banlieues, avec les contrôles au faciès, les humiliations, les insultes, les coups et parfois même le meurtre. Dans un ouvrage de 2011 intitulé « **La**

Force de l'ordre. Une anthropologie de la police des quartiers », le sociologue et anthropologue Didier Fassin livre ses conclusions après avoir passé plus de deux ans avec des patrouilles de la brigade anti criminalité de la police nationale (BAC). Selon lui, le rôle de la BAC est avant tout d'imprimer un ordre social discriminant.

Il affirme ainsi dans son ouvrage que « le contrôle d'identité est un pur rapport de force qui fonctionne comme un rappel à l'ordre – non pas à l'ordre public, qui n'est pas menacé, mais à l'ordre social ». Dans le même ouvrage, Didier Fassin dit également « La répétition des mêmes expériences dans une routine mortifiante est une véritable éducation physique au cours de laquelle on intériorise sa place sociale. L'habitude de l'humiliation doit produire l'habitus de l'humilité. »

À travers ces mots du sociologue Didier Fassin, on peut clairement voir le rôle de contrôle social de l'institution policière. La violence, utilisée quotidiennement par la police, n'est donc qu'un outil utilisé par les forces de répression de l'État bourgeois pour humilier, assujettir, les populations les plus susceptibles de se

révolter.

Face à cette réalité fondamentale du rôle de la police, les bourgeois – et les révisionnistes – défendent l'idée que, en faisant appliquer les lois, la police fait respecter le « contrat social » et que, par ailleurs, l'action de la police reste encadrée par des lois qui interdisent aux policiers d'outrepasser leurs fonctions.

Ces idées sont évidemment fausses. Il n'existe pas de « contrat social » dans la société capitaliste divisée en classes aux intérêts divergents. Comme nous l'avons vu précédemment, l'État ne naît pas de la volonté concertée de la population d'avoir un instrument au service des intérêts du peuple, il naît du besoin de la bourgeoisie d'avoir un instrument défendant ses intérêts. Ainsi, quand Karl Marx et Friedrich Engels écrivent en 1848 dans « Le Manifeste du Parti Communiste » que « L'Histoire de toute société jusqu'à nos jours, n'a été que l'histoire de la lutte des classes », ils nous enseignent que le développement de l'État n'est qu'une résultante de cette lutte des classes, et non le fruit d'un contrat social. De même, les lois promulguées par les États bourgeois ne s'inscrivent pas dans un autre contexte

que celui de la société de classe. Croire que les lois sont faites pour protéger la population, et ainsi appliquées méticuleusement par la police dans cet objectif, c'est réfuter tous les enseignements de la science matérialiste.

Au delà de ça, nous pouvons également observer que même les lois supposées protéger la population des abus de la police ne sont pas réellement respectées et que les policiers outrepassant illégalement leurs fonctions sont toujours protégés par leur hiérarchie, par leurs collègues et par la justice. C'est ce qu'analyse notamment l'ouvrage collectif « **Permis de tuer, chronique de l'impunité policière** » publié en 2011 par des proches de victimes de crimes policiers et le sociologue Mathieu Rigouste. Ainsi, une simple analyse de l'impunité des policiers qui « outrepassent leurs fonctions » permet de comprendre que, même si dans les textes législatifs, les lois existent pour les sanctionner, ces lois ne sont presque jamais appliquées, ce qui ne résulte pas de défaillances du système judiciaire mais bien du fait que la violence fait partie intégrante de la fonction de la police.

L'Homme, les animaux, les épidémies

« Les gens pensent que les virus ont toujours existé, que les épidémies n'ont rien à voir avec l'état de la biodiversité ou le changement climatique. Pourtant, depuis quelques décennies, elles augmentent. Elles n'ont pas l'impact énorme du Covid19, mais leur fréquence s'accroît. La majorité sont des zoonoses : des maladies produites par la transmission d'un agent pathogène entre animaux et humains. »

Ce sont les paroles, pour Le Monde, de Philippe Grandcolas, spécialiste de l'évolution des faunes, directeur de recherche au CNRS. Le rapport entre l'humanité, la faune ou la flore, ont été modifiés par la production capitaliste, en particulier dans les pays dominés. L'épidémie de Covid-19 s'est développé depuis un marché de Wuhan, une immense métropole ou les buildings ultramodernes jouxtent des zones quasi-rurales. On y échange des produits marins, mais aussi de nombreux animaux, parfois bra-



connés, venus de toute la Chine et des pays du sud-est asiatique.

Le commerce d'animaux sauvages répond à la loi du profit : c'est ainsi que les autorités sont particulièrement laxistes et laissent faire de nombreux commerces illégaux, pour maintenir de nombreuses filières. Elles répondent aussi à des demandes issues de croyances réaction-

naires. C'est pour ce profit que « Nous envahissons les forêts tropicales et autres paysages sauvages, qui abritent tant d'espèces animales et végétales – et au sein de ces créatures, tant de virus inconnus. Nous coupons les arbres ; nous tuons les animaux ou les envoyons sur des marchés. Nous perturbons les écosystèmes et privons les virus de leurs hôtes naturels. Lorsque cela se produit, ils ont besoin

d'un nouvel hôte. Souvent, cet hôte, c'est nous. » comme l'écrit David Quammen, journaliste scientifique américain. Lorsque les humains entrent en contact avec la biodiversité locale, chassée de son habitat naturel, le risque de transmission de pathogènes (dont les virus) est fort.

« Le risque de contracter un pathogène est lié au danger microbiologique, associé à la diversité biologique et aux écosystèmes en général, mais aussi à l'exposition des populations et à leur vulnérabilité – sont elles pauvres ou bien nourries ? vaccinées ? ont elles accès aux soins ?... », précise Jean-François Guégan pour Le Monde.

C'est un mode d'organisation semi-féodal : une grande partie de la population vit encore d'une subsistance journalière, dans les pays dominés. Certains se tournent alors vers le braconnage ou d'autres formes d'organisations mafieuses, souvent avec la complicité ou la neutralité bienveillante des pouvoirs publics. Après l'effondrement du socialisme en Chine, les masses populaires se sont appauvries violemment, et il faut désormais survivre au jour le jour.

Mais il ne faut pas croire que l'épidémie a pour cause « l'arriération » fantasmée de certains pays et de certaines cultures : dans nos pays impérialistes, nous tuons, par exemple, des centaines de milliers de renards rien que dans les accidents de voitures. La chasse de masse, la coupe d'espaces de vie des animaux et tue les prédateurs et les charognards, qui régulent normalement les populations et empêchent la transmission de pathogènes.

Un autre aspect du capitalisme avancé est la production de masse d'animaux pour la consommation. Plutôt que de développer une alimentation équilibrée basée sur une agriculture principalement de proximité, autonome, indépendante et démocratique, les capitalistes utilisent la viande comme outil de développement. D'abord, cette viande est produite dans un cadre d'intensification du travail et de la production. Pour faire simple : toujours plus d'animaux au mètre carré, toujours moins d'ouvriers pour s'en occuper. Ensuite, cette viande est de très mauvaise qualité : les animaux sont nourris d'aliments transformés, venus de l'autre bout du monde, transpor-

tés d'un bout à l'autre de la planète. La viande est présentée comme symbole de la richesse. Même en France, manger du bœuf est un symbole de richesse, de « réussite ». Pourtant, cette production intensive provoque de nombreuses épidémies, permet la transmission de virus ou d'autres pathogènes de l'animal à l'homme. Les exemples sont nombreux, à commencer par la « vache folle » ou les gripes aviaires et porcines, parfois très dangereuses.

Les épidémies ne sont pas quelque chose de naturel. A une époque où l'homme a développé des vaccins, des antibiotiques et des traitements, et où la production est si haute, les épidémies peuvent être régulés par des mesures scientifiques et sociales. Mais tant la loi du profit que la proximité malsaine de l'homme et de la nature, des animaux chassés de leurs habitats naturels ou parqués dans des élevages de masses, provoquent une recrudescence des épidémies. Tant que nous vivons sous le capitalisme, tant que nous ne remettons pas en question la façon dont l'homme interagit avec la nature, alors nous serons confrontés à de très nombreuses épidémies.



abonnement/contact

Le Comité de Rédaction de la Cause du Peuple se dote d'une adresse mail publique.

Pour publier un de vos articles, billets d'humeur, courrier des lecteurs, production artistique, texte ou événement, il suffit d'envoyer un mail au Comité de Rédaction à l'adresse suivante: cdp@framalistes.org

Vous avez des talents informatiques ou rédactionnels ou vous souhaitez diffuser la Cause du Peuple dans votre quartier, sur votre lieu de travail ou à vos proches ? Contactez nous à cdp@framalistes.org !

Ensemble, créons enfin un média populaire qui touche tous les domaines de la vie sociale !

Vous pouvez aussi nous soutenir :

★ **Abonnez-vous !**

(20€ = 1 an – ou plus pour soutenir)

SR, 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS

cdp@framalistes.org

causedupeuple.info